



Fiche 2 : Les banques canadiennes 700 G\$ dans le pétrole en 5 ans

Élections 2021

Engluées dans le pétrole jusqu'au cou

- Le 27 juillet 2021, Greenpeace a rendu publique une étude préparée par la firme hollandaise d'analyse financière Profundo Research and Advice sur les investissements dans les énergies fossiles¹;
- Le système financier canadien est très fortement impliqué dans le développement du pétrole et du gaz et ses investissements ne vont pas en diminuant. Bref, le pétrole est en Alberta mais l'argent du pétrole est à Toronto;
- Depuis la conclusion de l'Accord de Paris à la fin de l'année 2015, les 5 grandes banques canadiennes ont injecté 694 G\$ dans les combustibles fossiles :
 - 477 G\$ en prêts;
 - 216 G\$ en bons de souscription.
- 609 G\$ (88 % du total) ont été versés à des sociétés pétrolières et gazières. Le charbon a reçu 84,8 G\$ (12 % du total);
- Même si plusieurs banques disent adhérer à l'objectif net zéro pour 2050, rien n'indique que le milieu bancaire cherche à se détourner graduellement des énergies fossiles : les investissements sont passés de 122 G\$ en 2016 à 160 G\$ en 2019 (avant de chuter de 30% en 2020 en raison de la pandémie mais il est impossible de dire si c'est une nouvelle tendance ou un plongeon passager);
- Les 5 grandes banques canadiennes sont toutes dans la liste des 25 plus grands investisseurs au monde dans les combustibles fossiles;
- En plus de leurs activités de financement, à la fin de l'année 2020, leurs divisions d'investissement détenaient dans leurs fonds propres l'équivalent de 114 G\$ en actions et 11,4 G\$ en obligations dans des entreprises de combustibles fossiles.

La lenteur du Canada à s'ajuster

- En juin 2019, le groupe d'experts sur la finance durable, créé conjointement par les ministères des Finances et de l'Environnement, rendait public son rapport *Mobiliser la finance pour une croissance durable*;²
- Il constatait que le virage vers un modèle économique plus durable « ne se produira pas si l'on opte pour le maintien du statu quo au chapitre des modèles financiers »;
- Il proposait d'entreprendre le virage vers la finance durable;
 - D'abord, instaurer la transparence sur les risques climatiques;

¹ https://www.greenpeace.org/static/planet4-canada-stateless/2021/08/a293943f-rapport-profundo_-_pre%CC%81face-et-re%CC%81sume%CC%81-de-greenpeace-canada-1.pdf

² http://publications.gc.ca/collections/collection_2019/eccc/En4-350-2-2019-fra.pdf



- Ensuite, commencer à réorienter les investissements du secteur financier vers des secteurs plus verts, plus durables et plus porteurs d'avenir.
- Malheureusement, lorsqu'il propose de réorienter les investissements, le groupe de travail canadien va à l'encontre des consensus internationaux. Plutôt que de proposer une sortie graduelle du pétrole, il propose (recommandation 12) de « soutenir l'industrie canadienne du pétrole et du gaz naturel à se bâtir un avenir à faibles émissions, compétitif à l'échelle mondiale. », se rangeant dans le camp de ceux qui veulent pomper jusqu'à la dernière goutte;
- Le gouvernement Trudeau a dit répondre favorablement au rapport mais s'est contenté d'annoncer en mai 2021 la création d'un nouveau comité chargé d'étudier la question de la divulgation des renseignements liés aux risques climatiques;
 - La plateforme libérale énonce que le gouvernement souscrit au principe de la finance verte et promet de s'y investir sans donner plus de détail;
 - Le NPD propose que le virage vert soit entièrement financé par les contribuables, en redirigeant dans une banque du climat, les fonds publics actuellement dédiés à la Banque de l'infrastructure;
 - Le parti conservateur ne propose pas de rediriger l'investissement dans d'autres domaines que les énergies fossiles.